

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Mensuel n° 426 • octobre 2011 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

CRISE ÉCONOMIQUE

Ils accusent la finance pour épargner le capitalisme !

“Il va y avoir un krach et la chute sera violente”. “Absolument personne ne croit aux plans de sauvetage, ils savent que le marché est cuit et que la bourse est finie”. “Les traders se foutent de comment on va redresser l'économie, notre boulot est de faire de l'argent avec cette situation”. “Je me couche tous les soirs en rêvant d'une nouvelle récession”. “En 1929, quelques personnes étaient préparées à faire de l'argent avec le krach et tout le monde peut faire cela aujourd'hui, et pas seulement les élites”. “Cette crise économique est comme un cancer”. “Préparez-vous ! Ce n'est pas le moment d'espérer que les gouvernements règlent les problèmes. Les gouvernements ne dirigent pas le monde, c'est Goldman Sachs qui dirige le monde. Cette banque se fiche des plans de sauvetage”. “Dans moins de 12 mois je prédis que les économies de millions

de gens vont disparaître, et ce ne sera que le début...”. Ces propos ont été tenus lundi 26 septembre sur la BBC par le trader londonien Alesio Rastani. Depuis, la vidéo tourne en boucle sur Internet en créant un véritable buzz⁽¹⁾. Nous partageons évidemment la noirceur de la perspective tracée par cet économiste. Sans nous aventurer à établir des échéances aussi précises que lui, nous pouvons cependant affirmer sans craindre de nous tromper que le capitalisme va continuer de plonger, que la crise va s'aggraver et être de plus en plus ravageuse, et que les mille souffrances de la misère vont s'abattre sur une frange toujours plus large de l'humanité.

Cette déclaration d'Alesio Rastani

1) Source : http://www.dailymotion.com/video/xlkg84_alesio-rastani-c-est-goldman-sachs-qui-dirige-le-monde-et-pas-les-politiques-bbc-26-09-2011_news#from=embed

vient surtout alimenter l'un des plus gros mensonges de ces dernières années : la planète serait en faillite à cause de la finance... et seulement à cause de la finance. “C'est Goldman Sachs qui dirige le monde”. Et toutes les voix altermondialistes, de gauche et d'extrême-gauche de s'écrier alors en chœur : “Quelle horreur ! Voilà la cause de tous nos maux. Nous devons reprendre le contrôle de l'économie. Nous devons mettre au pas les banques et la spéculation. Nous devons lutter pour un Etat plus fort et plus humain !”. Ce discours est incessant depuis la faillite du géant bancaire américain Lehman Brothers en 2008. Aujourd'hui, même une partie de la droite classique s'est emparée de cette critique “radicale” de la “finance sauvage” et clame la nécessité à revenir à plus de morale et plus d'Etat. Cette propagande n'est qu'un rideau de fu-

mée idéologique désespéré pour occulter la cause réelle du cataclysme en cours : la faillite historique du capitalisme. Ce n'est pas une nuance ou une simple affaire de terminologie. Accuser le libéralisme ou accuser le capitalisme est fondamentalement différent. D'un côté, il y a l'illusion que ce système d'exploitation peut être réformé. De l'autre, il y a la compréhension que le capitalisme n'a pas d'avenir, qu'il doit être détruit de fond en comble et remplacé par une nouvelle société. Nous comprenons donc pourquoi la classe dominante, ses médias et ses experts déploient autant d'énergie à pointer du doigt l'irresponsabilité de la finance en l'accusant de tous les déboires économiques actuels : ils cherchent à épargner leur système et à détourner la réflexion en cours sur la nécessité d'un changement radical et donc d'une révolution.

“C'est la faute aux traders !”

Le pitoyable procédé du bouc-émissaire

Depuis quatre ans, à chaque krach boursier éclate une affaire de trader véreux. En janvier 2008, le “scandale Jérôme Kirviel” fait la Une des journaux. Il est jugé responsable de la déroute de la Société générale (banque française) pour avoir perdu 4,82 milliards d'euros suite à de mauvais placements. La vraie raison de cette crise, l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, est reléguée au second plan. En décembre 2008, l'investisseur Bernard Madoff est mis en examen pour une arnaque de 65 milliards de dollars. Il devient le plus grand escroc de tous les temps et fait ponctuellement oublier la faillite du géant bancaire américain Lehman Brothers. En septembre 2011, le trader Kwaku Adoboli est accusé d'une fraude de 2,3 milliards de dollars à la banque suisse UBS. Cette affaire tombe, par le “plus grand des hasards”, en pleine nouvelle déconfiture économique mondiale.

Evidemment, tout le monde sait que ces individus sont des boucs-émissaires. La ficelle tirée ici par les banques pour justifier leurs déboires est un peu trop grosse pour ne pas être vue.

(suite page 2)

MARCHE EUROPÉENNE DES “INDIGNÉS”

Une mascarade de “DRY” pour épuiser le mouvement

Le mouvement des Indignés est remarquable par la volonté qui l'anime de favoriser partout le débat dans des assemblées générales de rue, et par ce sentiment largement partagé de faire face dans tous les pays aux mêmes attaques, à la même exploitation, à la même misère. Ce n'est pas un hasard si, parti d'Espagne, ce mouvement a gagné la Grèce, Israël et même le Chili !

D'ailleurs, en juillet, en Espagne, de nombreux intervenants avaient mis en avant l'importance de cette extension internationale des luttes et s'étaient interrogés sur les moyens de créer plus de liens et d'unité entre exploités par-delà les frontières. La DRY (Dé-mo-cra-tie réelle maintenant), qui essaye depuis le début de noyauter la lutte et les débats

pour endiguer toute réflexion trop radicale, contestataire et révolutionnaire à son goût, a alors immédiatement proposé sa vision de la lutte internationale : une “marche pacifiste” à travers l'Europe, de l'Espagne jusqu'à Bruxelles, pour demander aux membres du Parlement européen “la démocratie directe en Europe”, dénoncer “le monopole des technocrates non élus, des oligarchies politiques qui détiennent tous les pouvoirs” et exiger “leur départ”⁽¹⁾.

Cette marche partie de Madrid le 24 juillet, pour une arrivée prévue à Bruxelles le 8 octobre, a fait escale le 17 septembre à Paris. Certains militants du CCI se sont rendus aux rassemblements et débats organisés. L'un d'eux livre ci-dessous son témoignage.

Le samedi 17 septembre, la marche des “Indignés” espagnols, organisée par DRY, est arrivée à Paris. Le rendez-vous du rassemblement censé accueillir les marcheurs était prévu à 18 heures place de la Bastille, où une AG devait également se tenir. Mais à 18 heures 30, il n'y avait toujours aucun signe “d'indignation” devant l'Opéra. Le porte-parole de DRY annonce alors qu'en attendant l'arrivée

des marcheurs, ils ont fait venir une fanfare et une petite troupe de théâtre.

Cette fanfare nous a joué un air tout à fait original, mélangeant la Marseillaise avec l'Internationale ! Un badaud qui passait par là a demandé aux musiciens-compositeurs pourquoi ils avaient fait un tel *melting-pot* avec l'hymne national de la bourgeoisie française et l'hymne révolutionnaire du mouvement ouvrier. Réponse : “Ces deux chants révolutionnaires ne sont plus d'actualité. En attendant de trouver un autre chant révolutionnaire correspondant à la “troisième voie” dont on a besoin aujourd'hui, on a mélangé les deux.”

Autrement dit, pour DRY, il est clair que ce n'est pas la lutte de classe, la

révolution prolétarienne mondiale, qui constitue aujourd'hui la seule alternative à la faillite du capitalisme, mais une “troisième voie” : celle de l'union sacrée de tous les “citoyens”, qu'ils soient exploités ou exploités !

Cette “troisième voie” préconisée par les altermondialistes de DRY n'a rien de bien nouveau. C'est celle qui prétend qu'il ne faut pas renverser le capitalisme mais le réformer en semant l'illusion qu'un système basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme pourrait devenir “éthique” si tous les “citoyens” du monde se serraient les coudes pour construire un autre monde : un “capitalisme à visage humain” !

Rien de bien nouveau non plus dans cette ébauche d'un nouvel hymne

révolutionnaire. Le métissage de la Marseillaise avec l'Internationale par la fanfare de DRY n'est rien d'autre qu'une resucée de l'idéologie contre-révolutionnaire du parti stalinien français (le PCF) qui, dans ses heures de gloire, avait mêlé le drapeau rouge de l'Internationale avec le drapeau tricolore en embrigadant des dizaines de millions de prolétaires dans la Seconde Guerre mondiale derrière la défense du capital national et de la “patrie du socialisme” (l'URSS).

Rien d'étonnant non plus dans ces propos très “démocratiques” tenus par l'animateur du “débat” de la Bastille : “Ici, c'est la démocratie horizontale. Tout le monde peut s'exprimer et dire tout ce qu'il a sur le cœur sauf... les provocateurs qui viennent ici pour foutre la merde !” (Suivez mon regard, je ne vise personne !).

Qui sont les “fouteurs de merde” ? Ce porte-parole de DRY (mal décrotté du stalinisme) n'a pas osé dire (mais cela va sans dire !) que les “fouteurs de merde” sont bien sûr ceux qui ne sont pas d'accord avec l'idéologie réformiste et la politique de DRY !

L'animateur du “débat” place de la Bastille a également affirmé que ce mouvement des Indignés en Espagne

(suite page 4)

Dans ce numéro

Suivre les syndicats et la gauche, c'est aller à la défaite... Prenons nos luttes en mains !	3
De DSK à Sarkozy Une classe de pourris !	3
Conflit israélo-palestinien Ni un ni deux Etats, un monde sans frontières !	4
Le “Socialisme bolivarien” Une version gauchiste du “capitalisme sauvage”	5
Egypte Les dirigeants changent, la lutte des travailleurs demeure	5
Hommage à notre camarade Claude	6
Énergie nucléaire, capitalisme et communisme (II) Quelle perspective ?	8

1) Source : <http://roadtobrussels.blogspot.com/>



SUIVRE LES SYNDICATS ET LA GAUCHE, C'EST ALLER À LA DÉFAITE...

Prenons nos luttes en mains !

La grève des enseignants du 27 septembre a montré au moins une chose : il y a un réel mécontentement dans la classe ouvrière, qui n'est pas prête à accepter tous les sacrifices qu'on lui met sur le dos depuis des années, et dont le rythme ne semble pas prêt de ralentir, période électorale ou pas. Le taux de grévistes a ainsi été très élevé. Le fait que les enseignants du privé se soient joints à ceux du public a beaucoup participé à cette affluence, et constitue aussi un signe de la colère grandissante.

Cependant cette colère a aussi été circonscrite dans le milieu des profs. Car il n'y a pas qu'eux qui ont besoin et envie d'exprimer leur résistance aux attaques incessantes sur leurs conditions de travail et de vie. Tous les secteurs de la classe ouvrière sont touchés, tous contiennent une vraie colère.

C'est d'ailleurs pour cela que le 11 octobre, deux semaines seulement après les enseignants, ce sont tous les autres secteurs qui sont appelés à défilé.

Pourquoi pas tous en même temps, tous le même jour ? C'est l'éternelle question. En séparant certains secteurs, souvent les plus combattifs, du reste de la classe ouvrière, les syndicats rompent l'unité indispensable à tout mouvement social. De plus, la multiplication de "journées d'action", qui ont émaillé le début de cette décennie et qui continue ce 11 octobre, n'apporte pas grand chose sinon la sensation de faire grève pour rien. Une action stérile dont la répétition conduit au sentiment d'impuissance, à l'épuisement, au découragement.

Ceux qui sont à l'origine de ces mouvements et mobilisations, les syndicats, sont-ils idiots au point de ne pas s'en rendre compte ? Certainement pas. Ils maîtrisent au contraire parfaitement leur sujet (il faut dire qu'ils ont de l'entraînement !). Ils savent parfaitement que face aux salves d'attaques dont elle est la victime, la victoire de la classe ouvrière passe par une riposte massive et unie. Mais leur objectif n'est pas la victoire de la classe ouvrière, c'est la victoire de la bourgeoisie. Et en baladant les ouvriers dans des grèves répétées et sans lendemain, et parfois corporatiste, ils parviennent pour le moment à laisser échapper la pression ouvrière sans risquer d'être dépassés.

La période électorale est aussi un moment pour la bourgeoisie de développer son discours démocratique (exprimez vous dans les urnes, pas dans la rue !) et les illusions de l'alternance. Beaucoup d'ouvriers sont excédés par la méthode de Sarkozy et espèrent que sa défaite face à la gauche pourra changer la donne. C'est une illusion car on a déjà pu vérifier la capacité de la gauche à attaquer la classe ouvrière. Et la situation économique est telle que la bourgeoisie n'a objectivement pas d'autre solution que de s'en prendre à la force de travail. Certes, si la gauche arrive au pouvoir en 2012, elle n'appliquera pas la même méthode que Sarkozy. Il est unique, grand bien lui fasse ! Mais n'ayons pas le moindre doute sur une chose : les attaques au final seront les mêmes, quel que soit le discours qui les accompagnera. D'ailleurs, nos frères de classe en Grèce et en Espagne sont depuis des mois dans la rue pour faire face aux mêmes attaques, à la même dégradation brutale des conditions de vie, aux mêmes mesures d'austérité prises là-bas par des gouvernements... socialistes !

La classe ouvrière a tout à perdre en accordant sa confiance aux syndicats

et aux partis bourgeois. Mais alors, comment réagir ?

Il faut prendre ses luttes en main. Développer les assemblées générales, y discuter et y mettre en œuvre des décisions collectives, des mandats vérifiables et vérifiés. Faire confiance oui, mais en nous-mêmes et seulement en nous-mêmes, en tant que classe unie autour d'une situation sociale commune et d'intérêts fondamentaux communs. Ce n'est pas quelque chose d'infaisable, une mission trop importante. Il y a un an, lors du mouvement sur les retraites

en France, des initiatives autonomes ont vu le jour. Des assemblées générales interprofessionnelles, non syndicales, animées de vrais débats libres (parfois au mégaphone en fin de manif), ont été organisées par les manifestants eux-mêmes. A Toulouse, le slogan "Libérons la parole" de la CNT-AIT a été repris par plusieurs dizaines de personnes qui ont effectivement pris leur lutte en main et ont poussé à la discussion la plus large possible sur "Comment lutter ? Comment nous organiser ? Comment nous unir ?". Même si elles ont gardé un

caractère minoritaire, leur capacité à réunir, à déjouer les pièges des syndicats et des gauchistes qui ont tenté de les noyauter, et le fait même que les syndicats et les gauchistes aient tenté de les saboter, sont autant de signes qu'il s'agit là de la bonne réponse face aux attaques.

Et ce qui s'est passé en France à petite échelle lors du mouvement contre les retraites en 2010 a pris une toute autre ampleur les mois suivants en Espagne, en Israël et ailleurs, lors du mouvement des Indignés. Là, ce sont par milliers que les travailleurs et

les chômeurs, les jeunes précaires et les retraités ont tenu des assemblées générales massives de rue. Et ce n'est là qu'un début, car la dynamique internationale de notre classe est clairement vers la massification de ses luttes prises en main par les travailleurs eux-mêmes. C'est en poursuivant sur ce chemin que petit à petit, la classe ouvrière trouvera les moyens et la force de repousser la bourgeoisie et de réfléchir à ses propres solutions à la crise du système.

GD (30 septembre)

DE DSK À SARKOZY

Une classe de pourris !

Si l'été n'a pas été très ensoleillé cette année, il y a eu tout de même de beaux feux d'artifice... d'affaires politico-judiciaires qui ont éclaboussé l'UMP comme le PS. Et le spectateur de s'écrier : "Oh ! la belle bleue... oh ! la belle rose..."

Cette rentrée de septembre 2011 est aussi dominée par les scandales à feuilletons et les coups-bas. Il y en a pour tous les goûts. Un véritable spectacle décadent fait d'orgie, de corruption et de coups de poignard dans le dos. Toutes ressemblance avec la fin de règne des maîtres de la Rome antique n'est absolument pas fortuite !

Une liste interminable d'affaires...

A notre gauche, c'est "OK Corral" : "je te flingue, tu me flingues". Pour se faire mousser avant les primaires socialistes, Arnaud Montebourg - rejoint par Ségolène Royal - a joué les Monsieur Propre en sortant de son chapeau un rapport sur les pratiques mafieuses du socialiste Guérini. Il n'y a là aucune révélation, aucun scoop puisque la corruption ambiante et la voyoucratie au sein du PS dans le sud-est de la France sont ultra-connues depuis Gaston Defferre (patron du PS marseillais, maire de la ville phocéenne et ami intime des gangsters et de la "French Connection" de l'après-guerre aux années 1980). Mais en réalité, Montebourg visait là une autre cible : cette affaire lui a aussi permis de pointer du doigt la responsable nationale du PS, Martine Aubry. Sentant le piège, celle-ci a répondu : "Il n'y a rien dans ce rapport. Pas un élément concret, précis, pas un fait." Autrement dit, "circulez, il n'y a rien à voir". Cet affrontement larvé a alimenté d'autant plus les dissensions que ce parti est de plus en plus éclaté.

Pour ce qui est de DSK, saigné comme un poulet sur l'autel des magouilles politiciennes, bien qu'on ne sache pas qui a porté le coup mortel, il est de plus en plus certain qu'il a été l'objet d'une attention particulière ; autrement dit, coupable ou pas d'agressions sexuelles, que ce soit à New-York, au FMI ou à Paris, il était attendu au tournant. Ses mœurs sordides auraient pu être passées une nouvelle fois sous silence, comme c'est d'ailleurs le cas en permanence pour tant d'autres puissants de ce monde, mais cette fois certains ont au contraire décidé de faire le maximum de bruit et de publicité pour le dégommer. Qui ? L'histoire le dira peut-être.

A notre droite, cela vaut aussi son pesant de "Terminator" en 3D et en *bluery*. L'omniprésident Sarkozy, malgré tous ses récents efforts pour se donner une stature internationale et au-dessus de la mêlée des "connards" (1)

1) Propos de Sarkozy lui-même cité dans *le Canard enchaîné* du 28 septembre 2011.

de l'UMP, voit se resserrer un étau implacable sur nombre d'aspects de son activité politique passée et présente qui le ramène irrésistiblement dans ses talonnettes hexagonales. On a pour se mettre en appétit la suite de l'affaire Woerth-Bettencourt et les enveloppes distribuées gracieusement à Nicolas Sarkozy en personne par une femme vieillissante perdant prétendument la tête, pour payer la campagne électorale présidentielle sarkozienne de 2007. Suivent à présent les valises de billets qui ont servi à financer la campagne de Balladur : celles-ci ne venaient pas de Neuilly mais de Karachi en 1995 ! Ces valises ont été ramenées par un intermédiaire professionnel de vente d'armes, Takieddine, qui les refila via la Suisse à l'ami (et témoin de son mariage avec Carla) de Sarkozy, Nicolas Bazire. Résultat tragique de ce tripatouillage, il est hautement probable que l'ISI (2) pakistanaise a fait sauter 14 personnes en 2002 (dont 11 Français) pour d'obscures raisons d'accords de ventes d'armes et de dessous de table. Dans cette sombre affaire de ventes de sous-marins, où il n'y a de clair que les tripatouillages en tous genres, sont impliqués non seulement Sarkozy mais aussi Balladur, de Villepin et bien sûr Chirac. Lequel est atteint "d'anosognosie", de pertes de mémoires, ce qui lui a permis d'éviter un procès dans l'affaire des emplois fictifs de la ville de Paris. Mais ces trous de mémoires, apparemment très sélectifs, ne l'ont pas empêché de démentir ces accusations de valises pleines d'argent circulant au sein de la droite ; il se souvient là très bien qu'il n'en a jamais vu ni même jamais entendu parlé ! D'ailleurs, cet homme qu'on nous présente presque gâteux va participer en décembre à un colloque sur sa "politique extérieure" à Sciences Po ! Il faut croire qu'il sera alors guéri.

Que Chirac et Sarkozy sont ennemis, c'est une certitude. Mais une autre chose est certaine : ils emploient

2) Service de renseignement pakistanais, véritable Etat dans l'Etat, à l'origine de la création des groupes talibans pour lutter contre l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en 1979.

les mêmes procédés crapuleux, en particulier en Afrique où, décidément, contrairement aux promesses, la fin de la Françafrique n'est pas pour demain. Les déclarations fracassantes de M. Bourgi, autre porteur de valises mais en provenance d'Afrique cette fois-ci (et à l'en croire pour le compte de Chirac et de Villepin), n'ont fait que renvoyer dos à dos les politiques africaines de Chirac et de Sarkozy, comme elles ont rappelé celle de Mitterrand et de la gauche en leur temps.

Enfin, n'omettons pas Christine Lagarde, toute fraîche présidente du FMI (parce qu'elle parle anglais) qui traîne l'affaire Tapie/Crédit Lyonnais comme un boulet. Elle se dit victime d'un acharnement injuste. Après tout, elle n'a "que" pesé de tout son poids, quand elle était ministre de l'Economie, en faveur d'un "arrangement" (litigieux certes) permettant à "Nanard" d'être quelque peu "dédommagé" (en palant 45 millions d'euros !).

La liste de tous ces déballages, de toutes ces affaires plus scabreuses les unes que les autres, pourrait être infinie. Aujourd'hui, on ne sait plus qui balance qui, tellement ses affaires sont douteuses. Comme dit Hortefeux : "ça balance" dans tous les commissariats. A propos de commissariats, la dernière affaire à la Une est elle-aussi très révélatrice de la décomposition qui touche toutes les hautes sphères de l'Etat : cette fois-ci, c'est un membre éminent de la Police judiciaire de Lyon, donc un représentant et défenseur appointé de "l'ordre" bourgeois, qui est mis en examen avec d'autres collègues et magistrats pour des faits de corruption "sans précédent connu" (3) en France. Depuis 20 ans, au vu et au su de tous, les grands patrons de la police lyonnaise fricotait avec la mafia, en touchant au fric facile, à la drogue dure, aux belles voitures et aux femmes de petite vertu.

... qui révèle l'état de décomposition du capitalisme

Chaque affaire semble en révéler une autre, à la façon des poupées gigognes, mais sans qu'il y ait là de fin. Dans le capitalisme, comme le dit la

3) Jean-Marc Berlière, historien de la police (interviewé par atlantico.fr)

Wilma (30 septembre)

fr.internationalism.org

Ni un ni deux Etats, un monde sans frontières !

Les manifestations de rue massives en Israël semblent, pour l'instant en tout cas, être en net recul. La question sociale, qui a été bruyamment soulevée autour des questions du logement, de l'inflation et du chômage, est une fois de plus mise sur la touche pour mettre en avant la question nationale.

Dans la Cisjordanie occupée, il y a eu des affrontements entre les soldats israéliens et des Palestiniens qui manifestaient leur soutien à la candidature de l'Autorité de la libération de la Palestine pour qu'elle soit acceptée à l'ONU en tant qu'Etat membre.

A Qalandia, un check-point israélien majeur entre la Cisjordanie et Jérusalem, les troupes israéliennes ont tiré des gaz lacrymogènes pour disperser les lanceurs de pierres palestiniens. Les affrontements ont duré plusieurs heures et environ 70 Palestiniens ont été blessés par des granulés de caoutchouc et d'acier ou ont souffert d'inhalation de gaz lacrymogène. Ce scénario s'est joué dans de nombreux endroits. D'après des témoins et un rapport militaire, des soldats israéliens ont abattu un Palestinien, près du village d'Ousra, en Cisjordanie, lors d'un incident entre les villageois et les colons israéliens.

Un peu plus tôt, en septembre, un assaut violent contre l'ambassade d'Israël en Egypte a déclenché des raids aériens israéliens sur Gaza, qui ont causé la mort d'un certain nombre de gardes-frontières égyptiens.

Par contre, les tentatives du gouvernement pour détourner l'attention des manifestants de leurs revendications économiques et politiques en brandissant la "question palestinienne" et le sentiment anti-Israël ont rencontré peu de succès. D'après un article de Nadim Shehadi dans le *New York Times* (25 septembre), "même la récente attaque contre l'ambassade israélienne au Caire a été vue par beaucoup comme une diversion contre la poursuite des manifestations de la place Tahrir". Il y avait des indices laissant soupçonner une collusion entre le gouvernement et la police dans l'attaque, qui a également coïncidé avec une visite au Caire du Premier ministre turc Erdogan, avide de promouvoir un nouvel axe anti-Israël au Moyen-Orient entre la Turquie et l'Egypte. En tout cas, le pillage de l'ambassade a certainement contribué à détourner l'attention d'une nouvelle vague de mécontentement populaire contre le régime, qui a de nouveau conduit à une vague de grèves ouvrières.

Un ou deux Etats ?

Parmi ceux qui affirment être opposés au système capitaliste actuel, beaucoup soutiennent que, tant que la question nationale ne sera pas réglée en Israël et Palestine, il ne pourra jamais y avoir de lutte de classe "normale" dans la région, réunissant les travailleurs et les opprimés, indépendamment de la nationalité et de la religion, contre les capitalistes de tous les pays.

Il existe différentes approches sur la façon dont la question israélo-palestinienne pourrait être résolue : une partie de la gauche s'est montrée plus que disposée à appuyer une action militaire contre Israël (par des groupes palestiniens nationalistes, laïques et islamiques, et, logiquement, par les Etats qui leur ont fourni des armes et des ressources, comme l'Iran, la Syrie, la Libye de Kadhafi ou l'Irak de Saddam Hussein). Le fait qu'une telle politique soit combinée avec la rhétorique de la "révolution arabe" et celle d'une future "Fédération socialiste du Moyen-Orient" ne modifie pas fondamentalement son caractère militariste. Une telle vision a été mise en avant par George Galloway, du SWP et par d'autres. Cette approche a souvent été liée à l'idée d'une

"solution à un Etat" : une Palestine démocratique laïque avec des droits pour tous. Comment un tel régime idyllique pourrait-il émerger d'un massacre impérialiste est une question à laquelle seuls pourraient répondre ceux qui sont formés à la sophistique trotskiste.

D'autres, à gauche, et une foule de libéraux, privilégient la "solution à deux Etats", avec les nations israélienne et palestinienne qui se "détachent toutes deux" et respectent mutuellement leurs droits nationaux. Dans cette vision, il y a beaucoup de nuances différentes : officiellement, les Etats-Unis sont en faveur d'une solution à deux Etats, sur la base de négociations, qu'ils supervisent avec l'ONU, l'UE et la Russie. Mais Washington met actuellement son veto à la candidature de la Palestine à l'ONU parce qu'elle dit qu'elle n'est pas basée sur des conditions mutuellement convenues. Le fait que les Etats-Unis soient de plus en plus incapables de faire plier l'intransigeance du gouvernement de droite d'Israël avec ses propositions, en particulier avec leur appel à un gel de la colonisation dans les territoires occupés, joue également un rôle majeur dans la position actuelle de l'Amérique.

En attendant, Mohamed Abbas, le président de l'autorité palestinienne, soulignant que les négociations n'existent simplement pas, va de l'avant avec la proposition que la Palestine devienne un Etat parce que cela va lui donner un certain nombre d'avantages tactiques, comme la possibilité de traduire Israël devant la Cour pénale internationale. Mais l'opposition à cette stratégie vient d'un certain nombre de partisans du nationalisme palestinien, à la fois laïques et islamiques, qui soulignent à juste titre qu'un Etat fondé sur quelques morceaux de terrains divisés et dominés par les militaires israéliens et le Mur "anti-terroriste" n'est rien de plus qu'un Etat symbolique. Les islamistes, dont la plupart ne reconnaissent même pas l'existence d'Israël, veulent poursuivre la lutte armée pour un Etat islamique dans l'ensemble de la Palestine historique (bien qu'en pratique, ils soient prêts à examiner diverses étapes intermédiaires). A ce niveau, l'Islam militariste et le trotskisme militaristes préconisent les mêmes méthodes pour la réalisation de leurs différents plans pour un système à un seul Etat (1).

Les communistes sont contre l'Etat-nation

A notre avis, ce sont toutes de fausses solutions. Le conflit Israël-Palestine, qui a traîné en longueur pendant 80 ans, est un exemple concret qui montre pourquoi le capitalisme ne peut pas résoudre les différentes "questions nationales" dont il a hérité en partie des anciens systèmes sociaux, mais qu'il a en grande partie lui-même créées.

En s'opposant au slogan du "droit de tous les peuples à l'autodétermination nationale" durant la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg a fait valoir que, dans un monde désormais dépeçé par les puissances impérialistes, aucune nation ne peut défendre ses intérêts sans s'aligner sur les plus grands Etats impérialistes, tout en cherchant, dans le même temps, à satisfaire ses propres appétits impérialistes. Le nationalisme n'est pas, comme Lénine et d'autres l'ont soutenu, une force potentielle qui pourrait affaiblir l'impérialisme, mais fait partie intégrante de ce dernier. Cette analyse a certainement été confirmée par l'histoire du conflit au Moyen-Orient. Il est bien connu que, depuis sa

1) Il est important de souligner que certains sionistes de droite ont également conclu qu'un Etat serait préférable, mais que ce serait bien sûr un Etat juif dans lequel la minorité arabe serait soit expulsée, soit y resterait pour toujours comme des citoyens de seconde classe.

création, le sionisme ne pouvait faire la moindre conquête sans le soutien de l'impérialisme britannique et, plus tard seulement, il s'est tourné contre l'Angleterre pour se mettre au service des Etats-Unis plus puissants. Mais le mouvement national palestinien n'a pas été moins obligé de chercher le soutien des puissances impérialistes : l'Allemagne et l'Italie fascistes avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, la Russie stalinienne et ses satellites arabes pendant la guerre froide, la Syrie, l'Irak, l'Iran et d'autres depuis l'effondrement de l'ancien système des blocs. Les alliances ont changé au fil des années, mais la constante est que les nationalistes juif et arabe ont agi comme des agents locaux de rivalités impérialistes plus larges et mondiales. Ceux qui préconisent la défaite militaire d'Israël ou des solutions plus pacifiques, présidées par l'ONU, sont toujours enfermés dans cette logique.

Dans le même temps, un soutien à des solutions nationales, dans une période de l'histoire où la classe ouvrière et ses exploités n'ont pas d'intérêts communs, même pas celui de la nécessité de s'opposer aux précédentes classes dominantes réactionnaires, est directement nocive pour la lutte de la classe exploitée. En Israël, la lutte des travailleurs pour défendre leur niveau de vie est constamment accueillie avec l'argument que le pays est en guerre, qu'ils doivent accepter les sacrifices et que les grèves ne peuvent que saper les besoins de la défense nationale. En Egypte et dans d'autres pays arabes, les travailleurs qui résistent à leur exploitation s'entendent dire, en permanence, que leur véritable ennemi est le sionisme et l'impérialisme américain. Les luttes ouvrières massives de 1972 en sont une illustration très claire : à la suite de la répression des grèves à Helwan par le gouvernement de Sadate, "les gauchistes (maoïstes, militants palestiniens, etc.) ont réussi à détourner toute

la question vers des fins nationalistes. Ainsi, les demandes de libérer les travailleurs emprisonnés ont été combinées avec des déclarations de soutien à la guérilla palestinienne, avec des demandes pour la mise en place d'une économie de guerre (y compris un gel des salaires) et pour la formation d'une "milice populaire" pour défendre la "patrie" contre l'agression sioniste. Ainsi, le grief principal était que le gouvernement n'avait pas été assez décisif dans ses préparatifs de guerre ; quant aux travailleurs, ils ont été exhortés à ne pas mener la lutte contre leurs exploités, mais à former les hommes de troupe d'un impérialisme "populaire" égyptien contre son rival israélien" (*"Lutte de classe au Moyen-Orient"*, *World Revolution* n° 3, avril 1975).

D'autre part, les récents mouvements de protestation montrent que lorsque la question sociale se pose dans la lutte ouverte, les arguments des nationalistes peuvent être remis en question. Le refus des manifestants de la place Tahrir, en Egypte, de subordonner leur lutte contre le régime de Moubarak à la lutte contre le sionisme, les avertissements prémonitoires par des manifestants israéliens que le gouvernement Netanyahu utiliserait un conflit militaire pour faire dérailler leur mouvement, et surtout leur détermination à poursuivre leurs revendications, même quand les affrontements militaires eurent lieu sur les frontières, montrent que la lutte des classes n'est pas quelque chose qui peut être reporté en attendant qu'une solution idéale au problème national ait été mise en œuvre. Au contraire, c'est dans le cadre de la lutte de classes elle-même que les divisions nationales peuvent être mises à jour et affrontées. En Israël, des slogans inspirés des mouvements dans le monde arabe, bruyamment clamés, comme "Moubarak, Assad, Netanyahu", des appels à l'unité de lutte entre

arabes et juifs, ont été des exemples concrets et positifs de cette possibilité, même si le mouvement est resté hésitant par rapport à l'éventualité de prendre directement en charge la question de l'occupation.

Il serait naïf de s'attendre à ce que ces mouvements récents naissent libres de toute idée nationaliste car, pour la majorité de ceux qui y ont pris part, l'internationalisme signifie plutôt une sorte de trêve ou de fête d'amour entre nations. Ceux qui luttent n'ont par encore pris pleinement conscience de ce que le combat internationaliste implique réellement : la guerre de classe à travers les divisions nationales, la lutte pour un monde sans Etats-nations.

C'est à peine nécessaire de mentionner le terrible engrenage de vengeance, de méfiance et de haine que le conflit israélo-arabe a créé et renforce chaque jour. Mais, dans le même temps, le capitalisme fournit d'amples preuves, non seulement de sa faillite économique, mais aussi de son incapacité à concilier les intérêts nationaux. Dans la prison de l'Etat-nation, que soit préféré l'idéal d'une solution à un ou à deux Etats, il n'y a tout simplement aucune possibilité de délivrer les millions de Palestiniens de la misère des camps de réfugiés ou de rendre la masse des Israéliens capables de vivre sans la peur constante de la guerre et des attaques terroristes. La vision d'une communauté humaine sans frontières, qui est la seule réponse à la crise mondiale du capitalisme, va aussi apparaître comme la seule solution réaliste au conflit israélo-arabe. Et cette vision ne peut prendre corps que dans le cadre de mouvements sociaux massifs qui évoluent vers une authentique révolution des exploités et des opprimés. Tous les Etats bourgeois, réels ou potentiels, seront l'ennemi d'une telle révolution : ils seront le premier mur à devoir être démantelé sur le chemin de la liberté.

Amos (1^{er} octobre)

suite de la page 1

Marche européenne des "Indignés"

n'est pas un mouvement "anti-système", mais un mouvement revendiquant un système "qui fonctionne" (avec bien sûr des banques "éthiques" ou "coopératives").

Rien n'est plus mensonger ! Le mouvement des Indignés en Espagne ne s'est pas limité à son encadrement et sa tentative de récupération par ATTAC et DRY. Il ne s'est pas limité à l'Espagne, mais a surgi également en Grèce par exemple. C'était un mouvement social massif de protestation contre la faillite du capitalisme et donc un mouvement "contre le système", n'en déplaise à tous les récupérateurs et saboteurs "altermondialistes" de la gauche du capital ! Un mouvement qui a fait écho aux révoltes sociales massives en Tunisie et en Egypte. Un mouvement dont l'onde de choc se répercute aussi en Israël aujourd'hui. De tout cela, les animateurs du "débat" à la Bastille n'ont pas pipé mot !

Lors de son speech au micro, le porte-parole de DRY (dont les propos sentaient à plein nez le programme du parti de gauche de Mélançon !), nous a encore dit textuellement que "l'indignation doit être l'affaire de TOUS, et pas seulement des pauvres, des chômeurs, etc." Autrement dit, les "riches citoyens-exploiteurs" sont aujourd'hui conviés par DRY à participer aux AG pour exprimer eux aussi, en tant que "citoyens" et hommes de bonne volonté, "tout ce qu'ils ont sur le cœur" (contrairement aux "provocateurs qui viennent pour foutre la merde").

Plus grotesque, tu meurs !

La seule "indignation" que nos citoyens-exploiteurs peuvent exprimer, c'est celle de la matraque et de la répression face à "l'indignation" des pauvres, des chômeurs et des exploités ! C'est ce qu'on a vu en Espagne lors de la répression brutale du mouvement au printemps dernier. C'est ce qu'on a vu aussi ce jour-là à Paris où nos bons "citoyens-exploiteurs" ont montré "tout ce qu'ils avaient sur le cœur" en envoyant leurs CRS, leurs matraques et leurs bombes lacrymogènes contre les Indignés tout simplement parce que ces derniers avaient décidé de tenir leur AG devant la Bourse (comme "action symbolique contre les banques", à Paris comme à New York).

Les bureaucrates de DRY qui dirigent et contrôlent aujourd'hui le mouvement des Indignés savent très bien que la classe des "citoyens"-exploiteurs est incapable de "s'indigner" contre son propre système (et qu'elle ne peut pas renoncer à ses privilèges).

En organisant cette marche de Madrid à Bruxelles (dont l'objectif est d'aller gentiment demander à l'Assemblée européenne de nous accorder une "démocratie réelle maintenant"), les organisateurs ne font rien d'autre que le sale boulot classique de toutes les forces d'encadrement (partis de gauche et syndicats) au service de la préservation de l'ordre social capitaliste : épuiser la combativité des "indignés", déjouer leur "indignation" et dévoyer

leur révolte contre le capitalisme dans une impasse afin de les livrer pieds et poings liés à la répression.

Cette marche européenne des Indignés est une pure mascarade organisée par DRY et destinée à ridiculiser le mouvement : elle s'apparente davantage à une marche de pénitents sur les chemins de Compostelle qu'à une manifestation de protestation contre le capitalisme !

Quant aux informations données par les organisateurs du rassemblement à la Bastille, c'était de la même eau que celles des commentateurs du Tour de France à la télé ! Avec les mêmes trémolos dans la voix, destinés à nous tenir en haleine, les ténors de DRY ont passé leur temps à raconter les différentes étapes de la marche des Indignés vers Bruxelles, la sympathie de la population dans les petits villages qu'on leur a fait traverser (au fin fond de la France profonde) soit disant pour... étendre le mouvement de l'autre côté des Pyrénées et en Europe !

Dans tous les pays du monde, les exploités ressentent de plus en plus ce besoin d'unité et de solidarité internationale, au-delà des frontières. Mais pour que leur indignation se transforme en force motrice capable de construire un autre monde débarrassé des lois barbares du capitalisme, ils devront nécessairement développer tous les lieux de débat et déjouer les pièges de leurs faux amis.

Linus (29 septembre)

Une version gauchiste du “capitalisme sauvage”

Le texte ci-dessous s'appuie en grande partie sur un article d'*Internacionalismo*, organe de presse du CCI au Venezuela, publié sur notre site en espagnol <http://es.internationalism.org/> cet été. Les faits que nous rapportent ici nos camarades montrent une nouvelle fois que dans tous les pays la même crise économique et les mêmes mesures d'austérité font rage. Les fractions au pouvoir peuvent bien se prétendre “libérales”, “progressistes” ou “révolutionnaires”, le même capitalisme sauvage et barbare attaque les travailleurs aux quatre coins du globe.

La crise économique mondiale frappe aussi le “Socialisme du XXI^e siècle”

L'Etat de Chavez nie en bloc l'existence de la crise économique au Venezuela, mais cela n'empêche pas la dure réalité d'y frapper impitoyablement la population. La politique “socialiste” menée dans ce pays ne fait pas moins de dégâts que le “libéralisme” américain. Et il n'y a là rien d'étonnant puisqu'il s'agit en réalité, dans les deux cas, du même capitalisme d'Etat; seul le masque change. Au Venezuela, le capitalisme d'Etat est seulement plus caricatural qu'ailleurs et... moins performant puisqu'il réussit le tour de force d'affaiblir autant le capitalisme privé que le capital étatique.

Le pays doit aujourd'hui importer pratiquement tous les biens de consommation courante, ce qui est assez paradoxale pour un pays qui prétend développer une “révolution” continentale en exportant son label “Socialisme du XXI^e siècle”. Mais il y a encore plus ironique : pour la galerie, Chavez mène des affrontements permanents avec les Etats-Unis désignés comme le grand Satan capitaliste mais, dans les coulisses, les deux Etats entretiennent des liens économiques très étroits. Les Etats-Unis sont ainsi le principal client commercial du Venezuela ⁽¹⁾.

Les chiffres officiels eux-mêmes et ceux de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) et du FMI, sont tous obligés de reconnaître la gravité de la crise économique du pays : le Venezuela et Haïti (l'un des pays les plus pauvres au monde!) ont été les seuls d'Amérique latine et des Caraïbes à ne pas avoir eu de croissance en 2010. Il s'agit même pour le Venezuela de la troisième année de décroissance du PIB. Le pays a l'inflation la plus élevée de la région et une des plus élevées du monde : pour chacune des trois dernières années, elle a été de 27% en moyenne et on estime que, pour 2011, elle dépassera 28%. Voilà des taux d'inflation qui transforment en “sel et eau” les salaires et les pensions des travailleurs, ainsi que les aides que l'Etat octroie par le biais des plans sociaux!

Evidemment, le Venezuela subit la crise économique mondiale. Mais les mesures prises par Chavez n'ont rien à envier à celles des droites les plus “dures et réactionnaires” de la planète :

- Les revenus pétroliers, qui ont pourtant augmenté considérablement en 2011 suite à la crise libyenne, ne sont pas suffisants pour assouvir la voracité de l'Etat; ils se volatilisent dans des budgets “alternatifs” au budget national, manipulés directement et de façon arbitraire par l'Exécutif (avec l'excuse de rendre plus agile “l'investissement social”). Voilà une forme de gestion du régime qui a facilité la création d'un vaste réseau de corruption qui embrasse plusieurs niveaux de fonctionnaires publics et militaires.
- Alors qu'une bonne partie des travailleurs survit avec tout juste un peu plus du salaire minimum (équivalent à 150 \$ par mois), la haute bureaucratie de l'Etat, autant civile que militaire, touche de très hauts salaires et “profits” pour ainsi garantir sa loyauté au régime.

- Les dépenses militaires ont continué d'augmenter, avec l'excuse de contrer la menace d'invasion de “l'impérialisme yankee” pour s'emparer des ressources énergétiques.

Et comme les autres économies du monde, le Venezuela voit l'endettement de l'Etat exploser. Cette dette de 150 milliards de dollars, un peu plus du 40% du PIB, est aujourd'hui encore gérable mais les experts en économie signalent que si elle continue d'augmenter au rythme actuel, il y a un risque de défaut de paiement (impossibilité de rembourser le service de la dette) dans les trois ans! Ainsi, le Venezuela pourrait se retrouver dans une situation identique à celle de la Grèce, situation qui a exigé le secours de l'Union européenne et entraîné une politique d'austérité inouïe.

Le chavisme a recours au même “remède” que toutes les autres bourgeoisies du monde : l'austérité!

Voici la réalité de la politique “socialiste” de Chavez :

- dévaluation du bolivar [monnaie nationale] de 65 % en janvier 2011, après une autre de 100 % au début de 2010;
- agression permanente contre les salaires et les aides sociales;
- réduction drastique des plans d'alimentation et de santé;
- augmentation des tarifs électriques avec la justification de stopper “le gaspillage d'électricité”, ce qui va affecter dramatiquement le coût de la vie;
- augmentation des prix de l'essence, de la TVA et divers autres impôts.

A cause de l'inflation, les salaires ont souffert d'une forte détérioration. D'après la CEPAL et l'Organisation internationale du travail (OIT), les salaires des travailleurs vénézuéliens sont tombés, en termes réels, de plus de 8 % le premier trimestre de cette année par rapport à la même période en 2010. Comme dans beaucoup d'autres pays, l'emploi précaire n'a fait qu'augmenter autant dans le public que dans le privé : selon une étude récente réalisée par l'Université catholique “Andrés-Bello”, 82,6 % de la force de travail vénézuélienne a un emploi précaire. Bref, malgré la détermination du régime chaviste à maquiller les chiffres, la réalité est que la pauvreté continue de s'aggraver.

Au niveau social, même les “Missions”, ces plans sociaux inventés par le chavisme pour essayer de faire croire aux “conquêtes du socialisme” en distribuant des miettes aux secteurs les plus paupérisés, ont été réduits. Aujourd'hui, les plans de santé, d'éducation, de distribution d'aliments, etc., sont en train d'être abandonnés ou sont très affaiblis. C'est un fait que la totalité des services publics se dégrade à grande vitesse. Voilà une réalité qui vient s'ajouter à la pénurie quasi permanente de plusieurs produits alimentaires de base, à l'augmentation constante des prix alimentaires et des produits de première nécessité.

Le plus révoltant est sans nul doute

le fait que, comme toujours sous le capitalisme, cette terrible réalité quotidienne est subie par les prolétaires et les secteurs les plus pauvres alors que les grands caciques du régime et leurs proches vivent dans la plus grande opulence. Toute ressemblance avec certains pays arabes ou africains n'est pas du tout fortuite!

Une croissance importante des luttes et des protestations sociales

Mais il y a quelques rayons de soleil qui percent les nuages et qui sont source d'espérance pour l'avenir. Le prolétariat au Venezuela participe lui-aussi à la poussée, lente mais perceptible, de la combativité à l'échelle internationale. La bourgeoisie vénézuélienne ne s'y est d'ailleurs pas trompée, puisqu'elle a suspendu temporairement une grande partie de ses attaques après avoir vu les travailleurs se dresser en Bolivie. En effet, en décembre dernier, dans cet autre pays d'Amérique latine, le gouvernement d'Evo Morales, après avoir décrété l'augmentation du prix de l'essence, a dû revenir en arrière face à l'ampleur des protestations qui ont mis à mal sa popularité.

Au Venezuela, le prolétariat de l'industrie pétrolière, qui avait subi un dur contrecoup avec le licenciement de presque 20 000 employés en 2003, a mené des mobilisations contre le non-respect de la convention collective. Il y a eu aussi des mobilisations des

employés publics, dans le secteur de la santé et de l'administration centrale, pour exiger des augmentations de salaire et des améliorations des conditions de travail.

Plus importantes encore sont les luttes menées depuis plus de deux ans par les ouvriers de la Zone du fer dans la Guyane vénézuélienne, au Sud du pays, région où se concentrent une vingtaine d'entreprises de l'industrie lourde d'Etat et plus de 100 000 travailleurs. Pour essayer de mystifier les travailleurs de cette zone et dévoyer leur combativité, le gouvernement a essayé de mettre en place plusieurs schémas de production “socialiste” : après avoir essayé “l'autogestion” dans l'ALCAS (entreprise productrice d'aluminium), et avoir nationalisé la sidérurgie Sidor, il essaye maintenant d'introduire le “contrôle ouvrier” de la production.

Tout cela montre l'augmentation significative des protestations sociales en 2011 qui, sans le moindre doute, vont dépasser les 3000 actes de protestation comptabilisés en 2010, qui avaient pourtant elles-mêmes déjà battu tous les records des années précédentes. Ceci entraîne une importante érosion dans le soutien à Chavez, étant donné que ces protestations ont surtout lieu au sein des couches les plus appauvries, qui étaient la base principale de soutien de ce régime. Un exemple récent et dramatique de ces protestations a été celle des familles des pri-

sonniers de plusieurs prisons du pays, qui ont été impitoyablement réprimées par les forces de l'Etat lorsqu'elles ont manifesté contre l'entassement des prisonniers et la répression au sein même des établissements. La barbarie que l'on vit dans les prisons n'est que l'extension de celle que l'on vit, quotidiennement, dans le pays tout entier, surtout dans les quartiers pauvres. Ce pays cumule plus de 140 000 assassinats durant les 12 années de “révolution bolivarienne”. Et Chavez, avec un aplomb indécent, ose appeler tout cela la “jolie révolution”!

Les luttes et les mobilisations menées par le prolétariat sont le meilleur démenti à la prétendue “révolution” que dirigent les nouvelles élites bourgeoises qui gouvernent le Venezuela. Seule la résistance des travailleurs contre les attaques de l'Etat, dans la défense de leurs conditions de vie, en se basant sur des assemblées qui tendent à unifier les travailleurs de différents secteurs, pourront devenir une référence pour ces masses paupérisées qui commencent déjà à perdre leurs illusions sur les propositions des chavistes comme de l'opposition.

Et ainsi, ces mouvements s'inscrivent dans le sillon ouvert par les prolétaires et les masses exploitées d'Afrique du Nord, de Grèce ou d'Espagne, avec le mouvement des “Indignés”.

D'après *Internacionalismo* (30 juillet)

EGYPTE

Les dirigeants changent, la lutte des travailleurs demeure

Le “mouvement de la Place Tahrir” du Caire, en Egypte, qui a fait chuter le régime de Moubarak, a inspiré les exploités du monde entier, en Espagne, en Grèce, en Israël et même aux Etats-Unis. Le courage et la détermination des manifestants ainsi que l'ampleur des rassemblements ont impressionné et donné confiance en la capacité des masses à se dresser ensemble, comme un seul homme, face aux puissants. Mais la force la plus importante dans ce mouvement a été la classe ouvrière. Les grèves dans tout le pays les 8, 9 et 10 février ont en effet constitué le facteur décisif dans la destitution du président Moubarak.

Cela dit, il faut aussi avoir conscience des limites objectives de cette lutte. Contrairement à ce que nous ont raconté la bourgeoisie et tous ses médias aux ordres, ce mouvement n'a jamais été une “révolution”. Qui est aujourd'hui au pouvoir? L'armée! Et à la tête de l'Etat, ses décisions sont tout ce qu'il y a de plus réactionnaire, répressives et anti-ouvrières. Elle a ainsi adopté presque immédiatement une nouvelle loi interdisant les grèves. Les travailleurs vivant en Egypte l'ont d'ailleurs instantanément compris. Ils ne sont pas laissés bernés par ce changement de masque du régime, ils ont poursuivi la lutte pour défendre leurs conditions de vie. Depuis le début de septembre, il y a même une nouvelle vague de mécontentement et de contestation.

Des dizaines de milliers d'ouvriers du textile ont fait grève un peu par-

tout dans le pays ainsi qu'une grande partie des 100 000 médecins, la moitié des 200 000 techniciens de la santé des hôpitaux, 4000 dockers de l'un des ports du canal de Suez, plus de 50% des 1,7 million d'enseignants du pays. Cette grève des enseignants est très significative de la colère immense qui traverse le pays puisqu'il s'agit de leur première grève nationale depuis 1951 et qu'ils sont allés jusqu'à occuper un certain nombre de bâtiments gouvernementaux. Au Caire, 45 000 chauffeurs d'autobus, mécaniciens et contrôleurs de billets ont aussi été en grève. Certains ont rejoint les manifestations des enseignants au siège du gouvernement.

La vague de luttes spectaculaire qui avait fait trembler tout le pays début 2011 s'était presque totalement éteinte quelques semaines après le départ de Moubarak et l'annonce des nouvelles mesures envisagées par les nouveaux maîtres militaires. Mais toutes les promesses n'ayant évidemment jamais été tenues, la colère explose aujourd'hui de nouveau. *Al-Masry Al-Youm* a ainsi écrit le 15 septembre : “Les revendications économiques et politiques non satisfaites ont maintenu la fureur des ouvriers d'Egypte” et “Selon les analystes, la récente réapparition de grèves très étendues, reflète une désillusion profonde par rapport au processus de transition démocratique, avec des travailleurs qui sentent de plus en plus que l'amélioration de leurs conditions économiques et poli-

tiques ont été de vaines promesses de la révolution.” En guise “d'amélioration de leurs conditions économiques”, les masses ont vu l'inflation exploser, avec, par exemple, une hausse des prix des produits alimentaires de 80% depuis janvier!

Un des principaux pièges qui attend la classe ouvrière en Egypte, c'est l'illusion de pouvoir être défendue par de nouveaux syndicats autonomes. Depuis le départ de Moubarak, il y a eu au moins 130 créations de syndicats. Ce n'est pas inattendu puisque les syndicats officiels étaient partie intégrante de la machine d'Etat. Mais vieux ou jeunes, les syndicats seront toujours contre les luttes ouvrières. Ces nouveaux syndicats “indépendants” se sont déjà révélés les dignes successeurs des anciens en arrêtant prématurément les grèves et en sapant le développement du mouvement avec une propagande pour “un capitalisme plus démocratique”. Il y a eu récemment de grandes manifestations pour “réclamer la Révolution”. L'acteur Sean Penn, notamment, était sur la place Tahrir. Ces manifestations, tout en s'opposant à l'actuel gouvernement, réclament... un calendrier pour des élections! Le danger pour la classe ouvrière, c'est qu'elle soit prise dans ce type de bataille entre factions militaire et démocratique.

La dernière vague de grèves montre une force qui pourrait se développer, pour autant qu'elle ne soit pas détournée vers l'impasse démocratique.

Car (1^{er} octobre)

1) Les exportations aux Etats-Unis ont même augmenté de 27,7 % pendant le premier trimestre 2011 par rapport à la même période de 2010. Elles représentent aujourd'hui 49 % du total des exportations du Venezuela.

Energie nucléaire, capitalisme et communisme – Quelle perspective ?

et une petite quantité pour une électricité très dépen­sière. Le partage de la connaissance en matière de nucléaire fit alors partie des luttes impérialistes au niveau mondial; ainsi, à la fin des années 1950, la Grande-Bretagne soutint secrètement Israël avec de l'eau lourde pour le réacteur construit grâce à l'assistance française. En dépit des discours sur "cette énergie moins chère", la puissance nucléaire n'a jamais rempli cette promesse et a eu besoin du soutien de l'Etat pour couvrir son coût réel. Là où des compagnies privées construisent et dirigent des usines, il existe habituellement des sub­sidés ouverts ou cachés. Par exemple, la privatisation de l'industrie nucléaire en Grande-Bretagne a avorté lorsque Thatcher dans les années 1980 l'a attaquée parce que le capital privé reconnaissait qu'il y avait des risques et des coûts non quantifiables. Ce n'est qu'en 1996, alors que les vieux réacteurs Magnox, qui avaient déjà besoin d'être mis au rancart, ont été exclus de l'accord, que les investisseurs privés avaient préparé un contrat pour acheter British Energy à un prix cassé de 2 milliards de livres. Six ans plus tard, la compagnie devait être cautionnée d'un prêt du gouvernement de 10 milliards de livres.

Alors que les avocats du nucléaire arguent aujourd'hui qu'il est meilleur marché que d'autres sources d'énergie, ceci reste une affirmation discutable. En 2005, l'Association mondiale du nucléaire (World Nuclear Association) statuait sur le fait que : "Dans la plupart des pays industrialisés aujourd'hui, de nouvelles usines nucléaires offrent la façon la plus économique de créer de l'électricité à bas coût sans considération des avantages géopolitiques et environnementaux que confère l'énergie nucléaire" et publiait une série de statistiques pour soutenir la demande selon laquelle la construction, le financement, la mise en oeuvre et les coûts que représentent les déchets ont tous été réduits. Entre 1973 et 2008, la proportion d'énergie provenant des réacteurs nucléaires est montée de 0,9% à un total global de 5,8%.

Un rapport publié en 2009, demandé par le gouvernement fédéral allemand, fait une évaluation de loin plus critique de l'économie du nucléaire et questionne l'idée d'une renaissance du nucléaire. Ce rapport montre que le nombre de réacteurs a chuté ces dernières années en contradiction avec les projets plus larges d'augmentation tant des réacteurs que de l'énergie produite. L'augmentation de puissance générée qui a eu lieu durant cette période est le résultat de la rentabilité des réacteurs existants et de l'extension de leur vie opérationnelle. Le rapport continue en argumentant qu'il existe une incertitude sur les réacteurs couramment décrits comme étant "en construction", un certain nombre étant dans cette position depuis plus de 20 ans. Le nombre de ceux en construction est tombé d'un pic de 200 en 1980 à moins de 50 en 2006.

Au regard de l'économie du nucléaire, le rapport montre le haut niveau d'incertitude dans toutes les zones incluant le financement, la construction et l'entretien.

Il montre que l'Etat reste central pour tous les projets nucléaires quels que soient ceux auxquels ils appartiennent ou qui les dirigent. Un de ces aspects tient dans les formes variées des sub­sidés fournis par l'Etat pour soutenir les coûts du capital investis dans l'entretien comme dans les démantèlements des usines, ainsi que le soutien des prix. Un autre a été la nécessité pour l'Etat de limiter la responsabilité de l'industrie afin que le secteur privé en accepte les risques. En 1957, le gouvernement américain a marqué le pas lorsque les compagnies

d'assurance refusèrent de couvrir les risques car il leur était impossible de les quantifier.

Les dangers de l'énergie nucléaire sont aussi fortement débattus que les coûts. Cela est particulièrement le cas du désastre de Tchernobyl dont l'estimation des victimes varie largement. Un rapport de l'OMS considère que 47 des 134 ouvriers irradiés au cours de l'intervention d'urgence sont morts des suites de la contamination en 2004 et estime qu'il y aurait à peine moins de 9000 morts de plus par cancer provoqué par la catastrophe. Un rapport de scientifiques russes publié dans les *Annales de l'Académie des sciences de New-York* pense que, de la date de l'accident jusqu'en 2006, ce sont 985000 morts de plus qu'il faut compter, des cancers à toute une série d'autres maladies.

Pour tous ceux qui n'ont pas la connaissance scientifique et médicale des spécialistes, il est difficile de s'y retrouver mais, ce qui est moins douteux, c'est le niveau massif de secret et de falsification en cours, comme c'est aujourd'hui le cas sur l'accident de Fukushima. Pour revenir à Tchernobyl, le gouvernement russe n'a pas rapporté l'accident pendant plusieurs jours, laissant la population locale continuer à vivre et à travailler au milieu des radiations. Mais il n'y a pas qu'en Russie. Le gouvernement français a minimisé les niveaux de radiation qui atteignait le pays, disant à la population que le nuage radioactif qui s'étendait sur toute l'Europe n'était pas passé sur la France, tandis que le gouvernement britannique rassurait le pays en affirmant qu'il n'y avait aucun risque pour la santé, rapportant des niveaux de radiation 40 fois plus bas que ceux de la réalité, mettant cependant plus tard des centaines de fermes en quarantaine. Jusqu'en 2007, 374 fermes sont encore restées sous contrôle spécial.

L'énergie nucléaire est mise en avant par divers gouvernements comme la solution "verte" aux problèmes associés aux combustibles fossiles. C'est en majeure partie un écran de fumée qui cache les motifs réels qui tournent autour de l'épuisement possible du pétrole, de l'augmentation de son coût et des risques associés à une dépendance des ressources énergétiques hors de contrôle des Etats. Cette façade "verte" s'estompe à mesure que la crise économique conduit les Etats à revenir au charbon ⁽¹⁾ et à baisser les coûts des nouvelles sources de pétrole en exploitation, la plupart d'entre elles physiquement difficiles d'accès, ou qui demandent des processus qui polluent et salissent l'environnement, comme les suies.

Les produits énergétiques ont aussi été un facteur dans les luttes impérialistes ces dernières années et elles le seront encore plus dans la période à venir.

Le communisme et les sources d'énergie

Les régimes staliniens qui se sont appropriés et ont sali le nom du communisme ont tous partagé le comportement du capitalisme dans l'utilisation du nucléaire et ont agi avec un mépris total de la santé de la population comme de l'environnement. Cela est vrai pour l'URSS d'hier comme pour la Chine d'aujourd'hui, nourrissant la confusion largement répandue sur le fait que le communisme pousse à une industrialisation forcée qui ne tient pas compte de la nature.

Contrairement à ces fausses idées, Marx se sentait très concerné par la nature, tant au niveau théorique de la relation entre l'humanité et la nature,

qu'au niveau pratique quand il écrit sur le danger de l'épuisement des sols par l'agriculture capitaliste et sur l'impact de l'industrialisation sur la santé de la classe ouvrière : "En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur." ⁽²⁾

Nous ne pouvons pas prévoir la "politique énergétique" du communisme, mais partant du fait fondamental que la production se fera pour les besoins humains et non pour le profit, nous pouvons prédire que le modèle

2) Marx, *le Capital*, Vol. I, Chapitre XV ter, "Machinisme et grande industrie", Section 10, "Grande industrie et agriculture".

de l'utilisation de l'énergie changera de façon significative et nous pouvons en mettre en avant certains aspects généraux :

- nous pouvons anticiper une vaste réduction dans la production des choses non-nécessaires et dans les transports;
- de même, il y aura une réduction des voyages non-nécessaires vers les lieux de travail, en même temps que les communautés prendront des proportions plus humaines, le divorce entre la ville et la campagne seront alors dépassés;
- la créativité et l'intelligence seront dirigées vers les besoins humains, et on peut donc anticiper des développements significatifs dans les ressources d'énergie, spécialement renouvelables, tout comme dans la mise en perspective de moyens de production, de transports et d'autres équipements et de machines pour les rendre plus efficaces, et cela à long terme.

Parce qu'une société communiste aura le souci du long terme, ceci implique de grandes réductions dans l'usage des sources d'énergie non-renouvelables de façon à ce qu'elles puissent servir aux futures générations. Il faut noter que même l'uranium utilisé par

le nucléaire est une source d'énergie non-renouvelable et ne brise donc pas la dépendance envers les ressources finies. Ceci implique que l'énergie renouvelable sera fondamentale pour la société communiste mais, parce que la créativité et l'intelligence de l'humanité se libéreront des chaînes actuelles, cela n'entraînera pas un retour aux privations des anciennes économies organiques.

Le communisme et l'énergie nucléaire

Il ne nous appartient pas de dicter au futur les décisions qui seront prises sur cette question. Mais ce que nous avons dit ci-dessus implique une réduction significative de l'utilisation de l'énergie et des changements dans les formes d'énergie à la lumière d'une intelligence scientifique en éveil. Les dangers potentiels du nucléaire et le fait que dépenser du pétrole et contaminer la terre représentent un risque pour des centaines de milliers d'années suggère que l'énergie nucléaire n'ait pas de place dans une société dirigée vers le bien commun, les futures générations et la planète dont nous dépendons.

North (19 juin)

Hommage à notre camarade Claude

Notre camarade Claude est décédée en juillet 2011 d'insuffisance respiratoire, à l'âge de 60 ans.

C'est dans les années 1970 qu'elle avait fait ses premières expériences politiques, dans l'ambiance agitée de la période post-68 à l'université de Vincennes où elle milita d'abord dans les rangs de la LCR. Comme beaucoup d'étudiants de cette université, déjà à l'époque, elle doit occuper successivement différents emplois temporaires pour subvenir à ses besoins en même temps qu'elle effectue des études de psychologie. C'est en compagnie d'autres étudiants, notamment en provenance de cette université, qu'elle participe à un groupe de discussions politiques et qu'elle découvre les positions du CCI, les discute et les approfondit jusqu'au moment où elle décide de rompre avec le trotskisme et la LCR. Elle rejoint alors le CCI en septembre 1975, en même temps que l'essentiel des éléments du groupe de discussion en question. Elle milita dans la section en France du CCI jusqu'en 1990, les deux années précédentes ayant été celles d'un relatif isolement de sa part vis-à-vis de l'organisation, alors qu'elle avait déménagé dans l'île de la Réunion.

Lorsqu'elle décide de revenir vivre en métropole, en 1992, c'est en partie afin de pouvoir être associée de plus près aux activités du CCI. Après toute une période de galère, lorsqu'elle se réinstalle en France, elle participe à certaines activités (d'intervention en particulier) aux côtés du CCI, puis se pose alors à elle la question de réintégrer les rangs de notre organisation et des discussions ont lieu en ce sens. Elle hésite cependant à franchir le pas, en raison en particulier de la dégradation rapide de son état de santé qui la handicape, physiquement et moralement. De ce fait, en dépit d'une implication croissante et d'un engagement sans faille à nos côtés et bien que sachant qu'elle était la bienvenue en notre sein, elle ne pourra jamais formellement redevenir membre de notre organisation.

Quoi qu'il en soit, depuis que nous la côtoyons soit comme membre, soit en tant que très proche sympathisante, nous pouvons témoigner de son très grand attachement au combat de la classe ouvrière, à la révolution et au CCI, comme en avait attesté son soutien

à notre organisation dans des combats politiques à la fin des années 1990-début des années 2000. C'est donc à une militante convaincue et dévouée de la cause du prolétariat à qui nous rendons aujourd'hui hommage.

Nous avons bien sûr des souvenirs concernant la militante et la femme de cœur qu'elle était, spontanée, vive, intelligente, dotée d'une très grande générosité et d'une profonde sensibilité, n'hésitant jamais à rendre service de façon désintéressée.

Dans la vie de l'organisation, lorsque la camarade était persuadée de quelque chose, elle ne le gardait pas pour elle et pouvait même faire preuve d'une certaine opiniâtreté dans la défense de ses idées, surtout dans une première période de sa vie militante. Ce qui ne l'a pas empêchée d'apprendre à écouter, de savoir enrichir son point de vue grâce à la discussion. Elle a aussi bien sûr participé en notre sein à des combats politiques d'une certaine âpreté mais n'en a pas pour autant nourri de rancunes envers qui que ce soit.

Ce qui a le plus frappé certains d'entre nous, qui ont souvent eu l'occasion d'intervenir à ses côtés dans des manifestations, c'est sa capacité à établir le contact pour susciter la discussion parmi les ouvriers, dans des contextes parfois difficiles d'indifférence ou d'hostilité. Il lui arrivait ainsi, maintes fois, de poursuivre la discussion avec de petits groupes jusqu'à la fin de la manifestation tout en diffusant notre presse. Elle savait se mettre à la place de l'autre et trouver les mots simples et convaincants qui interpellent et accrochent, sans rien concéder à ses convictions. Personne n'était indifférent à la chaleur humaine qui enveloppait ses paroles. La camarade était connue pour sa très grande sensibilité humaine, parfois exacerbée.

Toutes ces qualités ne sont pas passées inaperçues de ses proches parmi lesquels figuraient des militants bien sûr, mais aussi des membres de sa famille, des collègues et des amis, envers lesquels elle a toujours manifesté une fidélité à toute épreuve et une grande loyauté.

A ceux-là, nous nous joignons pour t'adresser un dernier salut, Claude. Tu laisses dans nos cœurs un grand vide et nous conserverons de toi une magnifique image.

CCI

www.internationalism.org

1) Le charbon est passé de 24,5% des sources d'énergie totale en 1973 à 27% en 2008. Source : International Energy Agency, *Key world energy statistics 2010*, p. 6.

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

ÉNERGIE NUCLÉAIRE, CAPITALISME ET COMMUNISME (2^e partie)

Quelle perspective ?

La première partie de cet article, consacrée à l'étude du rapport de l'Homme à la nature, montrait que "L'espèce humaine a toujours été amenée pour vivre à transformer la nature. Mais le Capital pose aujourd'hui un nouveau problème : ce système ne produit pas pour satisfaire les besoins de l'humanité mais pour le profit."

Cette seconde partie aborde le rôle qu'a joué le charbon, le pétrole puis le nucléaire sous l'ère capitaliste et s'interroge sur la place de l'énergie dans la société future.

L'énergie à l'aube du capitalisme

La révolution industrielle a aussi été une révolution de l'énergie, ce qui a permis à la société d'aller au-delà des frontières imposées par "l'économie organique" qui la cantonnait à la croissance saisonnière des ressources d'énergie naturelles pour assouvir la plupart de ses besoins. L'utilisation principale du charbon allait de pair avec les changements du mode de production et l'émergence de la bourgeoisie.

Dans l'économie organique qui a prédominé depuis la révolution néolithique jusqu'à l'adoption à grande échelle du charbon, la puissance humaine et animale ainsi que celle du bois furent les principales sources d'énergie. En 1561-70, elles représentaient respectivement 22,8%, 32,4% et 33% de l'énergie consommée en Angleterre et au Pays de Galles. Le vent et l'énergie hydraulique faisaient tout juste plus de 1% combinés ensemble alors que le charbon comptait pour 10,6%.

L'abondance du bois en Europe lui donna un avantage sur les sociétés où il était rare, mais le développement de la production épuisa ces ressources et enraya la croissance. Ainsi en 1717, un haut-fourneau du Pays de Galles n'était pas allumé depuis quatre ans après sa construction que le bois et le charbon venaient déjà à manquer. Avant le XVIII^e siècle, il a été calculé qu'un haut-fourneau standard travaillant deux ans sans interruption exigeait la coupe de 2000 hectares de forêt.

En Galles du Sud, bien connu pour ses mines de charbon, les premières

étapes de la révolution industrielle ont témoigné du développement des aciéries et ont conduit à la déforestation de vallées qui étaient autrefois densément boisées. La croissance de la demande en bois amena des augmentations de prix et des famines. Dans certaines parties de France, il n'y avait pas assez de bois pour les fours à pain et, dans d'autres, il est raconté que "les pauvres vivaient sans feu".

Les limites à la production imposées par l'économie organique ne peuvent être considérées qu'en calculant la quantité de troncs qui aurait été nécessaire pour réaliser une consommation conséquente d'énergie à partir du charbon. Le bois n'est pas une source d'énergie aussi efficace que le charbon, car deux tonnes de bois sont nécessaires pour produire la même énergie qu'une tonne de charbon. Une acre de bois (0,4 hectare) peut produire environ l'énergie équivalente d'une tonne de charbon en un an. En 1750, 4 515 000 tonnes de charbon ont été extraites en Angleterre et au Pays de Galles. Pour produire la somme équivalente d'énergie, utiliser le bois aurait demandé 13 045 000 tonnes, c'est-à-dire 35% de la surface boisée (11,2 millions d'acres). Un demi-siècle plus tard, la production avait atteint 65 050 000 tonnes, ce qui revient à pas moins de 150% de la même surface (48,1 millions d'acres).

Une des clés de la domination britannique sur le monde a été qu'elle avait des réserves de charbon qui étaient accessibles en utilisant la technologie existante. Cela a pu créer l'impulsion pour développer les moyens de production afin de permettre l'ex-

traction de charbon à des niveaux plus profonds.

Charbon et pétrole : les fondements du capitalisme industriel

Avant l'utilisation à grande échelle du charbon, l'énergie utilisable était essentiellement déterminée par la quantité d'énergie solaire déterminant la croissance des plantes et donc la quantité de nourriture et de bois. Ce cycle naturel semblait imposer une limite insurmontable. La pauvreté et la misère généralisée semblaient éternelles, inaltérables, une donnée de la vie. L'extraction à grande échelle du charbon et aussi du pétrole a brisé cette barrière.

L'avancée de la révolution industrielle est souvent mesurée en tonnes de minerai de charbon, en tonnes d'acier produites et en kilomètres de chemin de fer posés. Mais elle peut aussi être mesurée par l'augmentation de l'énergie utilisée. En 1560, le charbon comptait pour à peine plus de 10,6% de l'énergie consommée en Angleterre et au Pays de Galles. En 1850, il compte pour 92%. Durant cette période, la consommation d'énergie fut multipliée par 28!

L'industrie du pétrole s'est développée graduellement pendant le XX^e siècle. En 1929, le commerce du pétrole avait augmenté de 1,170 million de dollars, les principaux exportateurs étant les Etats-Unis, le Venezuela et les Antilles néerlandaises, bien que des raffineries aient aussi été établies au Barheïn et en Arabie Saoudite par les Etats-Unis, en Irak et au Liban par des entreprises britanniques et européennes.

Cependant, ce fut seulement après la Seconde Guerre mondiale que le pétrole est devenu la production d'énergie dominante, comptant pour 46,1% de la production mondiale d'énergie en 1973, bien qu'il soit descendu en 2008 à 33,2%.

L'utilisation croissante de l'énergie a été un trait marquant de l'industria-

lisation partout dans le monde. Elle exprime non seulement la poussée de l'échelle de la production et l'impact de la croissance de la population, mais aussi le développement de la productivité. Entre 1973 et 2008, la consommation totale d'énergie a augmenté de 80%.

La révolution en forme et en quantité d'énergie offerte à l'humanité a dopé la révolution industrielle et a ouvert la porte à la possibilité de passer du règne de la volonté à celui de l'abondance. Mais cette révolution a été conduite par le développement du capitalisme dont le but n'est pas la satisfaction des besoins humains mais la croissance du capital sur la base de l'appropriation de la plus-value produite par une classe ouvrière exploitée.

Le capitalisme n'a pas d'autre critère pour utiliser l'énergie, pour détruire les ressources finies, que celui du coût de production qu'il représente. L'augmentation de la productivité pousse à exiger plus d'énergie, aussi les capitalistes (autres que ceux impliqués dans l'industrie du pétrole) sont amenés à essayer de réduire le coût de cette énergie. D'un côté, ceci conduit à une utilisation prolifique de cette énergie à des fins irrationnelles, telles que le transport des mêmes marchandises en tous sens à travers le monde, et à la multiplication sans fin de marchandises qui ne représentent aucun besoin humain mais servent uniquement de moyens pour extraire et réaliser la plus-value. De l'autre, ceci conduit à ce que des millions d'êtres humains ne puissent accéder à cette ressource et à ces produits parce qu'ils ne présentent pas assez d'intérêt financier pour les capitalistes. Cela s'illustre au Niger où Shell pompe des milliards de dollars de pétrole alors que la population locale en est privée ou bien risque sa vie pour en prendre illégalement dans les pipelines. Le prix est aussi payé par ceux qui travaillent dans les industries énergétiques et dont l'organisme est miné ou empoisonné par l'environne-

ment dans lequel ils vivent, des eaux toxiques polluées de la Tamise qui ont caractérisé le XIX^e siècle à Londres jusqu'au réchauffement de la planète qui menace aujourd'hui le futur de l'humanité.

L'énergie nucléaire

La possibilité d'utiliser la fission ou la fusion nucléaires pour produire de l'énergie est connue depuis environ un siècle, mais c'est seulement après la Seconde Guerre mondiale qu'elle a pu être menée à bien.

L'après-guerre est dominé par la rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS, et la course aux armements. Cependant, le développement de l'énergie nucléaire n'est pas seulement inextricablement lié à celui des armes nucléaires.

Au début des années 1950, le gouvernement américain était inquiet de la réaction du public au danger de l'arsenal nucléaire qu'il avait mis en oeuvre et à la stratégie de la "première frappe" qui avait été proposée. Sa réponse fut d'organiser une campagne connue sous le nom d'Opération Candor pour gagner l'opinion grâce à des messages dans les médias (y compris des bandes dessinées) et par une série de discours du président Eisenhower qui ont culminé dans l'annonce à l'assemblée générale de l'ONU du programme "des Atomes pour la paix" pour "encourager l'investigation au niveau mondial de l'utilisation la plus efficace en temps de paix des matériaux fissibles". Le plan incluait une information et des ressources partagées, avec les Etats-Unis comme l'URSS, créant de façon conjointe un stock de matériau fissible. Dans les années qui ont suivi la course aux armements, des armes nucléaires se sont répandues chez d'autres puissances, souvent sous le prétexte de développer un programme civil nucléaire, comme en Israël et en Inde. Les premiers réacteurs produisaient de grandes quantités de matériel pour les armes nucléaires

(suite page 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.